

# Le congrès de Solidarité a adopté un programme de transformation totale de la vie économique et politique

Gdansk. — Proudhon, Maurras, Simone Weil — très peu de délégués au premier congrès de Solidarité connaissaient l'un seulement de ces noms. Ces trois ombres, pourtant, ont dominé les débats de Gdansk, imprégnés à la fois de socialisme libertaire, d'exaltation de la nation et de christianisme humaniste et social. Etrange rencontre conflictuelle très souvent, cahotique parfois, mais qui a abouti, mercredi 7 octobre, jour de clôture du congrès, à l'adoption d'un

programme de transformation totale de la vie économique et politique de la Pologne. L'audace de ce texte, qui dynamite tranquillement l'édifice du « socialisme réel », laisse pantois. Pas un délégué pourtant ne l'a trouvé trop radical, et il l'aurait été certainement beaucoup plus encore s'il n'avait porté la marque de ces intellectuels « experts » du syndicat et tellement critiqués pour leur modération.

## De notre envoyé spécial

entrer au gouvernement des hommes qui ne soient pas de simples courroies de transmission du parti et dont la tâche devrait être la définition d'un « nouvel ordre économique et social réunissant le plan, l'autogestion et le marché ». Si cette panacée relève — jusqu'à nouvel ordre — de l'utopie, on ne pourra pas en revanche reprocher à Solidarité d'ignorer les réalités de la crise, puisqu'il n'hésite pas à la prendre en compte.

## « La république autogestionnaire »

« Force motrice de la renaissance nationale », Solidarité déclare que la défense du niveau de vie « exige une action commune contre la baisse de la production » : que le manque de matières premières et d'énergie oblige à fermer certaines entreprises; qu'il ne réclamera pas en 1982 la généralisation de la semaine de cinq jours; et que l'augmentation des prix est une « nécessité » qui doit cependant « s'inscrire dans une réforme d'ensemble protégeant les couches les plus démunies ». Solidarité demande en revanche que les dépenses militaires soient limitées à leur « minimum absolu »; que soit créé un « conseil économique et social » habilité à juger des décisions économiques et à les initier; et se propose enfin de mettre en place un « réseau national de commissions syndicales chargées d'étudier les questions du marché et de l'alimentation ».

Après deux chapitres fournis consacrés aux revendications concrètes d'amélioration des conditions de travail et de vie de la population, le programme en vient aux réformes politiques sous le titre « la république autogestionnaire ». Le syndicat déclare d'abord qu'il fera en sorte que les prochaines élections locales et régionales « permettent à des personnes présentées par des organisations sociales et des groupes civiques de se porter candidates ». Les mots « élections libres » ne sont pas prononcés, mais on demande qu'aucune liste « ne bénéficie d'une primauté », et le congrès prie la direction nouvellement élue de préparer un projet de loi en ce sens pour le soumettre à la Diète.

Pensant ensuite en principe que « le pluralisme doit se refléter dans la vie politique », le syndicat annonce qu'il « soutiendra et défendra les initiatives civiques visant à présenter à la société différents programmes politiques, économiques et sociaux ainsi que l'auto-organisation permettant la réalisation de ces programmes ». Le syndicat compte aussi œuvrer en faveur d'une réforme du code pénal, de la reconnaissance du droit syndical, de l'initiative législative; d'une réforme du droit électoral « permettant de redonner un caractère véritablement représentatif à la Diète » au sein de laquelle devrait être créée une Chambre socio-économique, en faveur aussi de la création d'un tribunal constitutionnel chargé notamment de vérifier que les lois sont en conformité avec les conventions internationales signées par la Pologne; en faveur enfin de l'indépendance de la justice et de l'instauration d'un contrôle social sur le parquet et la milice.

Le programme demande aussi que soient punis les coupables des répressions de 1956, 1968, 1970 et 1976, les responsables des brutalités policières commises à Bydgoszcz en mars dernier, et de la « ruine à laquelle le pays a été conduit dans les années 70-80 ». Le texte précise que la recherche des responsabilités ne devrait pas épargner « les personnes qui occupent les plus hautes responsabilités dans le parti et l'Etat ». « L'égalité vis-à-vis du droit, le sentiment élémentaire de justice et la nécessité de rendre crédibles les changements en cours, obligent le syndicat, est-il dit, à exiger catégoriquement la réalisation de cette revendication ».

Se disant encore décidé à s'opposer « de façon décidée au contrôle de l'éducation » par les autorités, à n'accepter la censure que « momentanément et par nécessité », le syndicat exige la levée du monopole « contraire à la Constitution » sur les mass media et le droit, « conforme à la Constitution » de créer ses propres stations de radio.

Nous demandons, dit enfin le programme, « la conclusion d'un nouvel accord social » s'articulant autour de trois éléments

« inséparables » : « l'accord anti-crisis » permettant de surmonter l'épreuve de l'hiver et qui devrait être la « première preuve de coopération entre les autorités et la société »; « l'accord sur la réforme économique » qui exige « une coopération en faveur d'un changement radical »; et l'accord « pour une république autogérée » qui devrait définir « les perspectives et les moyens de la démocratisation des institutions de la vie publique ». Revenant implicitement à la question du changement de nature de l'alliance avec les partenaires du pacte de Varsovie, le texte se conclut ainsi : « La voie menant à une république autogérée est la seule permettant à une Pologne forte intérieurement de devenir un partenaire égal et crédible pour les autres nations ».

Au fil des jours, ce congrès aura montré à quelle vitesse (en douze mois seulement) ce mouvement s'est transformé. Hier dominé par les hommes qu'avaient révélés les grèves et par les grandes figures de l'opposition démocratique d'avant l'été 1980, il doit aujourd'hui compter avec les cadres d'un appareil naissant et bien décidé à s'assurer un pouvoir. Divisé seulement l'année dernière par le partage entre radicaux et modérés, il est maintenant le creuset d'où naissent encore confusément les grands courants politiques coexistants dans tous les pays européens. Fasciné durant les mois d'épopée par la personnalité de M. Walesa, il se libère à l'aube de la démocratie de son emprise absolue.

## Un creuset des grands courants

Une droite vite appelée ironiquement « les vrais Polonais » a commencé de s'affirmer au cours des débats en s'opposant surtout à l'influence des membres de l'ancien KOR. Elle a été défaite dans les élections à la nouvelle commission nationale (K.K.P.) et n'a, finalement, pu empêcher le congrès d'adopter un texte de remerciement aux membres du KOR pour leur action en faveur des droits de l'homme depuis 1976.

La vague anti-intellectuelle sur laquelle ces « vrais Polonais » avaient tenté de s'appuyer n'a, en revanche, pas épargné les « experts » du syndicat, sur lesquels se sont concentrés l'irritation suscitée par l'absolutisme de M. Walesa et le besoin tout verbal de radicalisme. Deux d'entre eux, un économiste, M. Bugaj, et surtout le professeur Geremek dont le rôle et l'intelligence ont été déterminants dans la définition de la politique syndicale, se sont ainsi vu refuser l'entrée à la K.K.P.

Ce mouvement de mauvaise humeur des délégués, infantile avant tout, n'a pas empêché M. Geremek de mener avec une autorité incontestée le débat sur le programme et ne l'empêchera, pas plus que M. Bugaj d'occuper la place qui lui revient — c'est-à-dire l'une des premières. Mais le temps des rentes de situation historiques est révolu et, petit à petit, au fur et à mesure de la cristallisation des courants politiques, un nouveau pouvoir se dessinera au sein de la direction de Solidarité. Son orientation est encore imprévisible, car il serait vain d'essayer dès maintenant de coller des étiquettes aux élus de la nouvelle K.K.P., qui se cherchent sur l'échiquier politique, ballottés entre des influences contraires. Deux économistes, les professeurs Lipinski, socialiste convaincu et cofondateur du KOR, et Kurowski, partisan d'une « conversion » de l'économie vers un libéralisme pur, ont eu ainsi droit à des ovations égales de la part des congressistes.

Peu armé pour les luttes idéologiques, M. Walesa aura du mal à garder seul indéfiniment la haute main sur le mouvement dont il est le symbole. Au cours de ce congrès déjà, il n'a pu empêcher le vote d'une résolution proposée par M. Karol Modzelewski, aux termes de laquelle une grève générale d'une durée symbolique sera organisée si des négociations n'ont pas été ouvertes avec le pouvoir d'ici deux semaines sur la réforme économique.

On ne pourra bientôt plus parler de Solidarité tout court. Il faudra compter avec les courants qui la composeront, et ce changement, loin d'être une marque de faiblesse, est le signe de cette démocratisation, dont l'exigence a réuni le congrès dans l'adoption d'un programme tout bonnement révolutionnaire.

BERNARD GUETTA.

(1) Le congrès s'est déroulé en deux phases : du 5 au 10 septembre et du 26 septembre au 7 octobre.

Les grands thèmes de ce programme sont connus de tous les Polonais ce jeudi grâce aux centaines de bulletins syndicaux. Le texte intégral en sera bientôt diffusé jusque dans les plus petits villages.

Pendant dix-huit jours (1), dans ce pays qu'encadrent la R. D. A., la Tchécoslovaquie, l'U. R. S. S. et la Baltique, neuf cents délégués d'un mouvement indépendant de dix millions de membres ont débattu librement, sans peur et tous tabous abolis. Il faut désormais — quels que soient les à-coups à venir — se pénétrer d'un fait : la Pologne est aujourd'hui une société en transition entre un totalitarisme révolu et un devenir démocratique — appelé dans le programme syndical « République autogérée de Pologne ».

Le seul domaine dans lequel le syndicat n'ait pas demandé de changement est celui de la politique étrangère, puisque Solidarité se prononce sans ambiguïté pour le maintien des alliances de la Pologne, contesté par une forte minorité des délégués (« C'est, a dit l'un d'entre eux, une acceptation de l'esclavage »). Cette position de principe ne prétend toutefois pas se fonder sur une quelconque adhésion idéologique mais sur un simple réalisme d'Etat. « La responsabilité nous oblige à prendre en considération le rapport des forces créé en Europe après la seconde guerre mondiale », dit le texte, en ajoutant que la Pologne « ne peut être un partenaire de valeur qu'à partir du moment où elle définit seule et en conscience ses obligations ». Ces phrases sont claires : réalisme contre réalisme, Solidarité propose à Moscou d'assurer son influence en Pologne non plus par la domination du parti, mais par l'acceptation des libertés que la société conquiert et revendique sous la bannière syndicale.

## La « force motrice » de la « renaissance »

Nous sommes, écrivent les délégués, « le plus grand mouvement de masse de l'histoire de la Pologne (...), né d'une révolte de la société soumise pendant plus de trente années à une violation des droits civiques et de la personne humaine (...). Ce qui était en question pour nous, c'était la justice, la démocratie, la vérité, la légalité, la liberté d'opinion, la renaissance de l'Etat et non pas seulement le pain, le beurre et le saucisson ». Solidarité est en conséquence, dit le texte, une organisation ayant à la fois le caractère d'un « syndicat professionnel » et d'un « énorme mouvement social ». « C'est l'unité de ces deux composantes qui détermine la force de notre organisation et son rôle dans la vie de toute la nation », affirment les délégués. Ils estiment que, grâce au syndicat, la société polonaise a « retrouvé ses forces et ses espoirs » et que « les conditions ont été ainsi créées pour une réelle renaissance nationale » dont Solidarité « sera la force motrice ».

Cette renaissance trouvant ses sources dans les combats de 1956, 1968, 1970, 1976 et 1980, dans les actions indépendantes des intellectuels et dans les efforts de l'Eglise « pour maintenir (...) l'héritage des luttes en faveur de la dignité humaine ». Solidarité puise donc, indique le texte, ses valeurs dans l'éthique chrétienne, les traditions nationales ainsi que dans les traditions ouvrières et démocratiques. « Le pouvoir populaire ne peut être renié en tant que principe (...), mais il ne peut pas être l'autorité de groupes se plaçant au-dessus de la société », lit-on en conclusion des deux premiers chapitres, qui se terminent par la phrase : « Nous voulons construire une Pologne autogérée ».

Évoquant le danger que la « fatigue de la population » ne suscite une « force de destruction aveugle », le texte dit ensuite que Solidarité « ne peut plus se borner à attendre et à exercer une pression sur les autorités ». Désormais, le syndicat considère « comme une obligation fondamentale d'entreprendre toutes les actions possibles pour sauver le pays en se fondant sur la démocratie et une très large initiative sociale ». Par conséquent, le syndicat, qui déclare « ne pas soutenir le programme de stabilisation économique du gouvernement », demande qu'un « contrôle social » soit exercé sur la définition des mesures à prendre contre la crise, et que soient placées « aux postes dirigeants de l'économie des personnes bénéficiant d'une autorité professionnelle et sociale ».

Il faut, autrement dit, faire